

RUMILLY, Robert, *Histoire de la province de Québec*, tome XXXI : *Léonide Perron*. Fides, Montréal, 1959.

Clément Saint-Germain

Volume 13, numéro 2, septembre 1959

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301981ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301981ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Saint-Germain, C. (1959). Compte rendu de [RUMILLY, Robert, *Histoire de la province de Québec*, tome XXXI : *Léonide Perron*. Fides, Montréal, 1959.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 13(2), 294–297.
<https://doi.org/10.7202/301981ar>

RUMILLY, Robert, *Histoire de la province de Québec*, tome XXXI: *Léonide Perron*. Fides, Montréal, 1959.

1929-1930. Années de déveine, années de fatidiques. L'atmosphère s'alourdit et annonce la tempête prochaine; personne cependant ne prévoit l'ampleur de la tornade qui va secouer la société et compromettre tout notre système économique.

Dans l'arène politique provinciale, l'année avait débuté sous de sombres auspices: un lieutenant-gouverneur, Sir Lomer Gouin, avait été terrassé par une crise cardiaque en plein Parlement, dans l'exercice même de ses fonctions. La commotion avait été grande. Au sein du Conseil des Ministres régnait un malaise profond. La classe agricole, soulevée par les critiques acerbes de Barré, Ponton et autres collaborateurs du journal de l'UCC, menaçait de passer au parti de l'opposition. Devant la marée montante du mécontentement, on éprouvait le besoin de sacrifier des têtes. Celle de Perrault tomba la première. On lui enleva le ministère de l'agriculture, qu'il détenait depuis plus de vingt ans, pour le confier à Léonide Perron, ministre de la voirie.

La Province elle-même était excitée par un vent de panique. Il y avait de quoi: chaque jour des ouvriers perdaient leur emploi, les usines se vidaient, fermaient leurs portes, les faillites se multipliaient, les compagnies de papier réduisaient leur coupe de bois, les prix s'avaïssaient. Un jour la bombe éclata: chute fantastique des valeurs à la Bourse! En l'espace d'un matin, des fortunes entières s'étaient volatilisées. Subitement l'argent se fit très rare; il s'était retiré avec la rapidité de la vague lorsque commence le « baissant ». On était en pleine crise économique.

Normalement, l'agriculteur eût dû être touché le premier. Il l'eût été sans l'arrivée de Perron. Un bourreau de travail, un cerveau puissant, un génie d'organisation, un meneur d'hommes, tel nous le décrit Robert Rumilly. Il est certain que Perron sauva la classe des agriculteurs en une période particulièrement critique. J'avais à peine 10 ans, mais je m'en souviens comme d'hier. Il n'était question que de coopératives, d'agronomie, d'anglais-

ment des terres, d'engrais chimiques, d'UCC, de Cercles agricoles, de Cercles de Fermières, de jeunes éleveurs, etc. Même mon grand-père, avare de paroles et plus encore de gestes, s'enflammait. Je me le représente facilement le geste large, le verbe haut, une lueur d'enthousiasme dans les yeux. Sur certains points on était sceptique, mais gagné par la ferveur du Ministre et des agronomes, on était prêt à tenter toutes les expériences. N'eût été la crise, on eût assisté sans aucun doute à un splendide essor des campagnes.

C'est que Perron était un homme sincère et, lorsqu'il se donnait à une cause, il déployait un zèle et une ardeur digne d'un Ignace de Loyola. Et il lui fallait atteindre son objectif. Rien ni personne ne pouvait lui résister. C'était un fougueux, un violent, capable de faire voler en éclats les barrières. Il avait renouvelé le système routier de la Province. Il allait transformer l'agriculture. Fin psychologue, il voulut intéresser l'agriculteur en le forçant à investir sa part de capital. Lui demandait-on des subsides ? Il ne refusait jamais. « Allez-y d'abord de vos propres deniers, je me charge de doubler le montant », telle était sa réponse. Malheureusement la mort vint le frapper avant d'avoir pu réaliser son programme. Mais l'élan était donné. Après trente ans, les effets de sa politique hardie et clairvoyante se font encore sentir.

Le raz de marée, qui avait pulvérisé les valeurs à la Bourse, ébranla sérieusement le ministère Taschereau, déjà battu en brèche par une opposition très combattive. Fût-elle mondiale, dans l'esprit de Baptiste, la crise économique est imputable à l'incurie du Gouvernement. Pour son malheur, le ministère Taschereau a partie liée avec les banques et les trusts. Certains ministres, Perron entre autres, cumulent les fonctions d'administrateurs dans les grandes compagnies et leurs filiales.

L'Opposition n'était donc pas à court d'argument. Elle avait en outre en la personne du Dr Hamel — ennemi déclaré des trusts — et du curé Lavergne, dévoré d'un zèle ardent pour les humbles et les petits, des théoriciens qui fournissaient des arguments péremptoirs et embarrassants. Sur les tréteaux elle alignait des jouteurs de taille : Camillien Houde, Arthur Sauvé, Laurent Barré, Armand Crépeau, Thomas Maher, William Tremblay, etc. Houde surtout était dangereux. C'était un tribun de première force au verbe abondant, imagé, coloré, farci d'épithètes populaires, voire rabelaisiennes. Il avait l'esprit présent, la riposte vive et mordante, maniait l'ironie avec dextérité, savait être gouailleur. Il empoignait son auditoire et le retournait contre Taschereau, Perron, Lanctôt et autres personnages qu'il voulait com-

promis. Certains « parlements » eurent de grands retentissements : ceux de Victoriaville, de Saint-Raymond, de Rivière-du-Loup. C'était encore « la belle époque » des assemblées « contradictoires ».

Mais la déveine s'acharnait contre Taschereau. La question des écoles juives, les procès de Lauréat Lacasse et de René Dupont lui portèrent un dur coup. Taschereau et son ministre David commirent l'imprudence incompréhensible et inexplicable de préparer, à l'insu des comités protestants et catholiques du Conseil de l'Instruction publique, un projet de loi créant un Comité juif responsable devant le seul secrétaire de la Province qui devenait, de ce fait, un véritable ministre de l'Instruction publique, avec toutes les conséquences que comportait pour l'avenir une telle mesure. Les chefs des églises protestantes et catholiques firent parvenir de vigoureuses protestations. Mgr Gauthier, entre autres, rédigea des lettres d'une argumentation rigoureuse et acerbe. Pour employer une formule populaire, disons qu'il avait le bon bout du bâton. L'Honorable Athanase David eut l'occasion de s'en rendre compte. Il en garda un souvenir amer et cuisant.

Le procès Lacasse acheva de perdre Charles Lanctôt dont la réputation comme politicien n'était déjà pas trop bonne. Il avait été ennuyé récemment par le chef Lacasse de la police municipale au sujet d'embauchage de repris de justice dans la police provinciale. Désireux de se venger, Lanctôt suscita un procès au chef Lacasse. Brillamment défendu par Aléyn Taschereau, Lauréat Lacasse fut acquitté. Lanctôt s'attira le mépris populaire et Taschereau, qui ne lâchait pas ses amis, en écopa.

Taschereau songea à des élections, puis se ravisa. King se présentant devant l'électorat, il voulut connaître le résultat de cette première consultation populaire. Si la Province votait rouge au fédéral, ses chances étaient meilleures, croyait-il. Or le parti bleu l'emporta haut la main. Le pays entier appuya Bennett. Le raz de marée continuait de tout renverser sur son passage.

Voilà les événements principaux dont nous entretient M. Rumilly dans son tome XXXI. Il le fait, nous semble-t-il, avec impartialité. On ne peut mettre en doute sa sincérité. S'il est sympathique à Camillien Houde, il l'est aussi à Taschereau et à Perron. Taschereau y gagne une réhabilitation posthume qui lui était due. Il fait figure de véritable autonomiste, de gardien jaloux des droits et privilèges acquis à cette Province. Sa probité, son honnêteté sont mises en évidence. Son erreur a été de s'entourer de collaborateurs d'une intégrité plus élastique et de s'employer à les défendre.

Cette chronique de l'histoire politique de notre province — une chronique qui menace de n'avoir plus de fin si l'auteur continue de la circonstancier toujours davantage — Rumilly sait lui insuffler une vie intense. Sa phrase est alerte, court avec aisance et plaît au lecteur même si elle est dénuée de tout apprêt. Elle s'égaie cependant à l'occasion d'un mot d'esprit, d'une malice. Parfois l'auteur se permet des méchancetés ou bien il vous sert un portrait d'un homme politique avec toute la dextérité d'un caricaturiste. S'il ne s'agissait de personnalités publiques autrement malmenées par les journaux du temps, on pourrait reprocher à l'auteur de manquer à l'étiquette, à la charité.

Est-ce dû aux événements de ces années tragiques ? Le tome XXXI de cette histoire de la Province de Québec présente un intérêt tout particulier. Pour ceux qui ont vécu ces heures pénibles, il ravive des souvenirs en train de s'estomper. Or un retour sur le passé est souvent salutaire. Constatation pénible : la lecture du présent ouvrage incite à se rendre compte que le régime actuel présente d'étranges ressemblances, sur plusieurs points, avec celui d'il y a trente ans. Nous serions revenus au point de départ.

A quand le tome suivant ? L'auteur poussera-t-il son récit jusqu'aux années de la guerre ? Que de révélations sensationnelles n'aurait-il pas à nous faire sur les événements politiques des années 39 et 40 !

CLÉMENT SAINT-GERMAIN